

4 Juin 1848.

Prix: 5 centimes.

1<sup>re</sup> année. N° 4.

## ABONNEMENT.

Paris: 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.

Dép.: 30 — 15 — 7 — 50.

Rue du Bouloi, 26.

## LE TOCSIN

## DES TRAVAILLEURS.

COMITÉ DE RÉDACTION.

Emile Barrault.

F. Delente, ouvrier.

Affranchir.



PARIS, 3 JUIN.

## ELECTIONS DE PARIS.

L'urne électorale s'ouvre aujourd'hui. En conséquence nous reproduisons la liste des candidats adoptés par les délégués des corporations d'ouvriers, des ateliers nationaux, des gardes mobile et républicaine et des clubs démocratiques.

Caussidière.

Pierre Leroux.

Prudhon.

Raspail père.

T. Thoré.

Cabet.

Kersausie.

Ch. Lagrange.

Savary, ex-cordonnier, employé au gaz.

Adam, cambreur.

Malarmet, monteur en bronze.

Nous le répétons, dans la question de ce jour, les candidats ne sont rien, les électeurs sont tout. C'est le triomphe du peuple qu'il s'agit d'assurer par la manifestation de son unité. Que chacun de nous sacrifie ses préférences et ses répugnances à l'obligation de montrer pacifiquement notre force.

Jamais l'union n'a été plus nécessaire. Non seulement les réactionnaires conspirent tout haut la ruine de nos espérances, mais encore ils tournent contre la démocratie le suffrage universel que nous avons conquis.

En doutez-vous? Le gouvernement qui, à cette heure, pactise avec l'esprit de la bourgeoisie arriérée, met notre liste à l'index. Et n'a-t-il pas pour lui la nuée des fonctionnaires depuis le garçon de bureau jusqu'au secrétaire du ministre; tous les agents de la police depuis l'ex-sergent jusqu'au préfet; les troupes du département de la Seine depuis le soldat jusqu'au général; toutes les autorités administratives de la banlieue y compris le garde-champêtre? Tout ce monde est dans la main du pouvoir qui a sa milice électorale aussi bien que le pouvoir déchu.

Si le peuple solde cette milice du prix de ses sueurs, c'est le gouvernement qui place, avance et destitue. On néglige les vœux du souverain pour obéir au serviteur. Bref, ce qu'on nommait le pays légal sous la monarchie existe sous la république; M. Guizot a disparu, l'abus des influences n'a pas cessé.

Et tandis que le pouvoir agit de la sorte, la bourgeoisie conservatrice interdit à sa clientèle, à sa domesticité, à ses gens, comme elle dit, de voter avec le peuple. Elle leur prescrit la servilité d'un vote favorable à son égoïsme, sous peine d'être cassé aux gages.

Ainsi le suffrage universel, cette conquête achetée au prix du sang du peuple, devient une arme contre lui! Sa cause est menacée de périr par le moyen même qui devait en consacrer le salut. Jusqu'à présent le suffrage universel a fourni de gros bataillons à nos ennemis, et nous sommes en péril si nous avons le malheur de nous diviser.

De l'union! c'est ce que notre tocsin vous redit quand il en est encore temps. Plût à Dieu que sa voix retentît à vos oreilles comme une décharge d'artillerie, et fit vibrer vos âmes de la même émotion, arrachât à toutes les bouches le même cri: UNION!

Et qu'arriverait-il si vous manquiez à ce devoir?

Les noms des réactionnaires sortiraient de l'urne, que servirait alors de vous en affliger? Tandis que vous seriez consternés, notre aristocratie bourgeoise narguerait votre douleur, en affirmant que le produit des élections est digne de tous vos respects, puisqu'il est le fruit du suffrage universel. On ne nous accor-

derait pas la permission de nous indigner du choix qu'on ferait passer pour notre ouvrage. Peuple, ajouterait-on avec une ironie insultante, pourquoi vous plaignez-vous? c'est vous qui les avez nommés!

Passez nous la comparaison, en cas pareil, le peuple et la bourgeoisie ressemblent à deux époux auxquels un enfant vient de naître. La femme, adroite et coupable, sait bien que cet enfant est le fils de l'adultère, mais emploie tout son art à persuader au pauvre mari que le nouveau-né est un rejeton légitime de l'hymen, et tout bas la perfide sourit de l'anxiété avec laquelle l'homme interroge les traits du bâtard en y cherchant sa ressemblance. La réaction n'a pas moins de malice; le fruit qui n'est qu'à elle, elle le dit tien, peuple, et le traite en Georges Dandin.

Non, il n'en sera point ainsi... Ou si, malgré le concert de nos efforts, nos espérances étaient déçues, c'est que les forces électorales dont le gouvernement et la bourgeoisie s'arrogent la disposition, contrebalanceraient les nôtres. Il serait donc nécessaire de chercher un remède au vice du suffrage universel tel qu'il se pratique... Nous reviendrons sur ce point, s'il y a lieu; quoiqu'il arrive, ne nous flattons pas de vaincre, l'événement peut trahir l'entente la plus cordiale de nos votes. Nous verrons alors.

## Manœuvre électorale.

Nous venons de lire une affiche par laquelle quelques ouvriers des ateliers nationaux proposent à leurs frères la candidature du citoyen Emile Thomas, comme la meilleure réponse aux bruits calomnieux dirigés contre la masse des travailleurs de ces ateliers.

Que les ouvriers y prennent garde! Ils tombent dans un de ces pièges que la réaction est si habile à dresser. En les excitant, par des motifs généreux, à voter pour Emile Thomas, on veut les diviser et rendre impossible l'élection des candidats populaires; on veut rompre nos rangs et paralyser nos forces.

Travailleurs des ateliers nationaux, à l'heure présente, les personnes ne sont rien, les principes sont tout. Il s'agit bien de vous identifier avec M. Emile Thomas; c'est avec vous-mêmes qu'il faut faire cause commune. Or, ce qui vous importe, c'est que la bourgeoisie sache bien qu'elle est devant une masse compacte, liée par un même intérêt, par les mêmes besoins, par la même foi, et que cette masse des ouvriers de Paris, avant-garde de tous les travailleurs en France, ne se débande pas un jour de bataille.

## Lettre de M. Guizot à M. Thiers.

Il y a un Dieu pour les journalistes. Un hasard singulier fait tomber entre nos mains la copie d'une lettre adressée à M. Thiers par M. Guizot; nous croyons que la publicité en peut être profitable à tout le monde, et, malgré notre discrétion habituelle, nous nous sommes résolus à l'insérer dans nos colonnes.

Londres, le 31 mai 1848.

« Vous ne serez pas étonné, mon cher monsieur Thiers, de revoir de mon écriture. Lorsque l'un de nous tenait le portefeuille et que l'autre avait la main vide, nous étions nécessairement ennemis. Aujourd'hui nous sommes l'un et l'autre hors du pouvoir; je suis l'avant-dernier ministre de la monarchie constitutionnelle en France, vous en avez été le dernier pendant toute une matinée. N'ayant rien à nous disputer, nous pouvons être amis.

« C'est en effet le langage de l'amitié que je veux vous adresser, et l'amitié n'a qu'un langage, c'est celui de la franchise.

« Est-il vrai que vous vous mettiez sur les rangs pour représenter le peuple à l'Assemblée constituante?

Vous avez donc toujours de l'ambition, mon ancien collègue; moi, je n'en ai plus. Ne riez pas. Vous me comparez peut-être au renard qui a perdu sa queue à la bataille, et qui conseille aux autres de se priver de cet appendice dont il se passe fort bien. Point. Si je vous invite à m'imiter, à vous détacher comme moi de la vie politique, c'est que vous avez plus à y perdre qu'à y gagner. Je vais vous le prouver.

« Que ferez-vous, que pourrez-vous faire à l'Assemblée nationale? Pour y remplir un grand rôle, il faudrait unir à vos talents l'amour du peuple et de vastes idées. Rendez-vous justice ou souffrez que je vous la rende. Vous avez infiniment d'esprit, mais vous manquez de vues. Et quant à votre passion démocratique, c'est un feu dont il ne reste plus que des cendres.

« Vous êtes un enfant du peuple et le fils de vos œuvres, je le sais; mais vous aimez mieux vos œuvres que votre origine. Si vous me permettez de vous le dire, vous avez l'ingratitude du parvenu.

« Non, et nous nous connaissons bien, jamais vous n'avez plongé un regard sympathique dans cet abîme vivant de douleurs morales et de souffrances physiques que l'on nomme peuple; jamais vous n'avez cherché le remède au mal, il vous a suffi d'y avoir échappé. Vous avez fait votre fortune en vous attachant à tout ce qui avait réussi; enfant gâté de Talleyrand, vous avez commencé par sucer le biberon-laffite. Tout occupé de monter haut, vous n'avez plus regardé en bas.

« Mon Dieu! si je vous accuse, ce n'est pas pour me glorifier. Sous ce rapport nous ne valions pas mieux l'un que l'autre. Nous avons été les serviteurs de la bourgeoisie; c'est pour elle, c'est avec elle que nous avons gouverné. Le peuple n'était pour nous que le personnage subalterne et muet de notre comédie politique. Si, par accident, il s'emparait de la parole, nous le réduisions au silence par un déploiement de rigueurs. Nous ne nous sommes souvenus de lui qu'au jour de ses égarements pour le frapper; nous avons toujours oublié son malheur. J'en fais mon *mea culpa*, et me confesser, c'est vous confesser vous-même.

« Faut-il vous rappeler le zèle dont vous poussiez votre cheval de bataille aux barricades de Saint-Méry, et la mise en état de siège de Paris? Vous parlerez de la rue Transnonain? des événements de Lyon? Si j'ai maintenu l'ordre public à tout prix, vous n'avez pas moins fait, et plus d'une fois nous nous sommes publiquement enviés cette gloire. Je fus plus impopulaire que vous, j'en tirais même vanité parce que je mettais mon courage à formuler nettement notre pratique commune. A cette heure où je fais mon examen de conscience, j'avoue, en toute humilité, qu'en bonne justice vous auriez été fort noir aux yeux du peuple, si je ne vous avais servi de repoussoir.

« Ah! nous avons tous deux beaucoup à expier envers le peuple, pour ce que nous avons fait et pour ce que nous n'avons pas fait. Nous avons réprimé ses emportements, jamais nous n'avons tenu compte de ses besoins. La baïonnette, la fusillade, la mitraille, et jamais le pain, le respect de sa dignité, le souci de son travail. C'est ce qui a perdu à tout jamais la monarchie constitutionnelle en France. C'est ce qui me vaut l'exil, tandis que vous êtes sur le sol de la France. Nous avons fait le mal à nous deux et j'ai payé pour vous.

« D'après ce que je viens de dire, je ne vous reprocherai pas de vouloir figurer dans une république, après avoir servi la royauté avec une émulation qui m'a souvent contrarié. La royauté est morte en Europe; toutes les races royales se sont abâtardies, et les peuples se régénèrent; la question est bien nette. Par malheur, je vous le répète, vous n'avez rien de ce qu'exigent les circonstances, pas même les idées.



« J'ai remarqué, mon cher monsieur Thiers, que vous aviez peu de goût pour les idées générales, c'est ce qui m'a expliqué votre peu d'inclination pour moi. C'était chez vous une double infirmité. Vous vous tenez toujours au terre-à-terre des faits, vous n'avez pas l'esprit assez élevé pour embrasser un vaste horizon. Tout ce qui n'est pas sous votre main, sous votre œil, vous ne le voyez pas, et vous vous en moquez comme d'une utopie. C'est le ridicule ordinaire des myopes.

« Est-ce que vous allez vous changer ? Non. Vous rentrerez à la chambre comme un oiseau dans un nid abandonné, pour y pondre ses œufs à côté d'une ponte qu'en son absence un autre oiseau y a déposée. Vous fatiguerez votre bec à tenter de casser ces œufs qui ne sont pas les vôtres, de détruire le germe d'un avenir immense.

« D'ici je vous vois sourire et crier comme la garde nationale, à bas le communisme, en parlant à ma personne. Sans exprimer aucune opinion, je vous jure qu'il m'est impossible de ne pas reconnaître dans tout ce qui s'est passé les signes précurseurs d'une régénération complète de la société. Il y avait longtemps qu'on me le disait, j'étais incrédule alors. Peut-être ne me croirez vous pas davantage. Pourtant écoutez bien ceci.

« En 1830, nous déclarions que la République était une impossibilité, et la République nous a chassés tous les deux du ministère en 1848.

« Eh bien ! le socialisme qu'en 1848 vous tenez pour une chimère, est destiné à remporter la victoire, en dépit de tous les obstacles.

« Croyez-moi : le peuple veut sa part des bénéfices sociaux ; personne n'est assez fort pour la lui refuser ou pour l'empêcher de la prendre. Tous vos réactionnaires sont pitoyables. Est-ce qu'ils feront ce que je serais incapable de faire, moi Guizot ? En mon absence, je ne connais que vous, mon cher monsieur, qui ayez assez d'habileté et de vigueur pour être la tête de la réaction bourgeoise. Le grand conservateur en France, puisque je n'y suis plus, c'est vous. Si je n'étais pas Guizot, je voudrais être Thiers. Cependant ne vous flattez pas de réussir là où je serais sûr d'échouer. Les beaux temps de l'ordre public sont passés ; c'est un âge d'or qui ne reviendra plus, quoi qu'on fasse.

« Sans doute l'état de la France appelle l'ordre, vous êtes dans un tel gâchis ! Mais c'est un ordre nouveau, moral et politique, que vous êtes incapable de fonder puisque vous ne le comprenez pas. Entre nous, mon cher collègue, vous n'avez jamais su que rétablir l'ordre des rues.

« Hélas ! je crains bien que vous ne me jugiez devenu fou, à m'entendre prêcher de si étranges changements. Que voulez-vous ? l'adversité est une rude école. Vous seriez convaincu de la destinée indomptable des classes laborieuses, si, comme moi, vous aviez été mis à la porte par elles. Que mon exemple vous serve de leçon. De la résignation, mon cher. Le moment est venu où nous devons prendre tous les deux nos invalides. Nous avons été collègues et complices ; retirons-nous ensemble de la région du pouvoir. La vieille génération politique a fait son temps ; prenons notre congé si nous ne voulons pas qu'on nous le donne !

« Avez-vous bien le cœur, mon vieil ami, d'entrer dans une chambre où vous ne me retrouveriez pas ? Je vous ferais faute. Vous auriez l'air d'un acteur qui est habitué à recevoir sa réplique d'un camarade, et qui manque son rôle parce que le camarade est dans les coulisses.

« En voilà assez. Vous êtes averti, maintenant décidez. Peut-être votre destinée est-elle de vous perdre avec la vieille opposition de la chambre, comme je me suis perdu avec le défunt parti ministériel. J'ai conduit à l'abîme la moitié de la génération politique de 1830 ; vous y conduirez le reste.

« Si ce malheur vous arrive, j'aurai du moins une consolation de votre entêtement à repousser mes avis. Condamné à un exil éternel, j'ai perdu l'espérance de vous revoir à Paris ; dès que vous serez rentré dans la carrière active, j'aurai la douce certitude de vous revoir à Londres.

« F. GUIZOT.

« P. S. Ne vous offensez pas de ma franchise ; j'y ai mis une si sincère amitié que vous me permettrez bien de vous adresser encore quelques lettres.

#### Refus de poursuite.

L'Assemblée a refusé l'autorisation de poursuivre M. Louis Blanc, à une majorité de 52 voix.

Les plaidoyers éloquentes de MM. Laurent de l'Ar-dèche et Théodore Bac ont montré la vanité de l'acte d'accusation.

D'ailleurs M. Louis Blanc avait été au-devant du jugement de l'Assemblée par des explications dont nous reproduisons les extraits les plus concluants.

« A l'Assemblée je m'étais assis, pour mieux entendre, sur les bancs de la droite, dans le voisinage de la tribune, lorsque tout-à-coup un mugissement lointain annonça l'arrivée de la foule. Plusieurs représentants du peuple entrèrent précipitamment ; on cria : en place ! Je montai alors aux bancs les plus élevés de l'extrême gauche, où je siége. Le bruit se rapprochait. Les tribunes du fond se remplirent d'hommes du peuple qui portaient des étendards. Peu de temps après, les portes ayant été enfoncées par la foule, et ceux des tribunes se laissant glisser, le long des galeries, dans la salle, l'enceinte se trouva complètement et de toutes parts envahie. Mille clameurs diverses, confuses, se croisaient en l'air. Le tumulte devint horrible. Au milieu de ce désordre il m'était commandé de garder la même attitude que mes collègues. Je restai donc comme eux à ma place, comme eux spectateur consterné de l'invasion d'un sanctuaire que le triomphe du suffrage universel aurait dû rendre à jamais inviolable, aussi inviolable que la souveraineté du peuple.

Je vis se succéder auprès de moi huissier de la chambre et garçons de salle, que tous venaient m'avertir qu'une foule immense se pressait dans la cour donnant sur la rue de Bourgogne ; que cette foule me demandait à grands cris, et que, si je ne paraissais pas, elle menaçait de grossir violemment le flot qui déjà inondait la salle. Je me refusai quelque temps aux instances qui m'étaient faites ; mais comme elles devenaient de plus en plus pressantes, je pris le parti de me mettre aux ordres de l'Assemblée. Le citoyen Buchez me fit observer que, dans un moment où sa voix se perdait complètement dans le tumulte, il lui était impossible de consulter la chambre. « Alors, répliquai-je, au nom de l'Assemblée et en votre qualité de président, m'autorisez-vous d'intervenir ? » Il me répondit d'une manière affirmative, en présence d'un des vice-présidents, le citoyen Corbon. Ce ne fut donc que dans l'intérêt de l'ordre et après en avoir obtenu l'autorisation officielle que je m'adressai à la foule. Debout sur le bureau des secrétaires, je demandai un moment de silence qui me fut accordé et j'en profitai, — le *Moniteur* en fait foi, — pour inviter le peuple au calme, à la modération, au respect de sa propre souveraineté, personnifiée en effet dans une assemblée issue du suffrage universel.

Cependant le tumulte continuait dans la salle et l'agitation du dehors devenait à chaque instant plus vive. Je fus enroué de nouveau des sollicitations les plus inquiètes. Fort de l'assentiment du président de l'Assemblée, j'allai à une des fenêtres de la cour qui conduisit à la place de Bourgogne, je montai sur le rebord de la fenêtre, où Albert et Barbès parurent, et je tins à la multitude entassée dans la cour le langage qui me parut le plus propre à l'apaiser. Je lui dis en substance qu'on ne pouvait nier la légitimité des vœux portant sur une plus équitable répartition des fruits du travail, sur l'extinction graduelle de la misère, mais que les intérêts sacrés des travailleurs, on pouvait en être certain, ne seraient pas abandonnés par l'Assemblée ; que, du reste, c'était un spectacle très touchant et très noble que celui d'un peuple sortant de la préoccupation de ses propres douleurs pour s'occuper des souffrances d'un peuple ami ; que là se reconnaissait le génie essentiellement généreux et cosmopolite de la France ; mais que plus les sentiments du peuple étaient dignes de respect, plus il convenait d'en présenter l'expression d'une manière légale, régulière. Et je terminai en conjurant la foule de laisser l'Assemblée nationale à toute la liberté de ses délibérations.

Je me retirais pour prendre ma place au milieu de mes collègues, lorsque, saisi par un groupe nombreux qui s'était formé derrière la fenêtre, je fus emporté à travers la salle des Pas-Perdus. On voulut m'entendre encore une fois, on le demandait impérieusement, on fit cercle, une chaise fut apportée sur laquelle on me força de monter, et je dus prendre la parole. Ce fut alors que, parlant de la force invincible de la révolution de février, mais de l'absolue nécessité de l'imposer à l'admiration du monde entier par la modération et la sagesse, seul moyen de la rendre bientôt victorieuse de tous les rois, je prononçai ces mots, si cruellement dénaturés depuis : « Cette révolution, en effet, n'est pas de celles qui ébranlent les trônes, mais de celles qui les renversent. » Et la conclusion, le résumé de mon discours, fut ce cri, que tous les auditeurs répétèrent avec enthousiasme : Vive la République universelle.

Presque au même instant, on m'entoura de toutes parts, on m'enlève, on veut me porter dans l'Assemblée. J'eus beau me débattre violemment, j'eus beau répondre, à diverses reprises, aux acclamations passionnées qui retentissaient autour de moi, que le seul cri vraiment digne du peuple était : Vive la République ! je m'épuisai en efforts inutiles. Dix fois je tombai dans la foule qui m'entraînait ; dix fois des bras robustes me soulevèrent. Il y en avait qui se précipitaient sur moi pour m'embrasser ; d'autres criaient : Prenez garde de l'étrouffier. Si c'est un tort que d'exciter de telles sympathies, lorsqu'on en combat de toutes ses forces l'expression, et qu'on a toujours servi la cause de ce qu'on croit la vérité, sans condescendance, sans flatterie, sans vaine captation de popularité, ce tort est le mien ; qu'on en trouve un autre dans ma conduite.

C'est ainsi que malgré moi, je fus porté dans l'Assemblée à travers la masse compacte des envahisseurs. Ceux qui assistaient à cette scène ont pu juger à mon attitude si je n'ai pas tout fait pour en empêcher le fâcheux éclat. Mais que pouvaient dans un pareil moment ma résistance matérielle et les quelques paroles que j'essayais de lancer encore au milieu du bruit ! Accablé de fatigue, baigné de sueur, la voix complètement éteinte, je fus poussé vers les bancs extrêmes de l'amphithéâtre. Là, un ouvrier vint me dire : « Vous n'avez plus de voix, mais si vous voulez écrire sur un morceau de papier qu'une dernière fois vous conjurez la foule de se retirer, peut-être parviendrai-je à lire ce papier d'une voix assez forte pour être entendue. » Je pris une plume aussitôt ; et je traçai à la hâte ces lignes : *Au nom de la patrie, de la patrie républicaine, au nom de la souveraineté du peuple, dans l'intérêt de tous, je vous adjure de...* lorsque tombèrent du haut de la tribune les fatales paroles : « L'Assemblée nationale est dissoute. »

Alors il se fit dans l'enceinte un grand mouvement, dont l'impétuosité me porta jusqu'à la salle des conférences. On m'appela de toutes parts. Une foule serrée, violente, m'entoura, me criant d'aller à l'hôtel de ville. Je répondis avec une consternation profonde et que chacun put lire sur mon visage, qu'aller à l'hôtel de ville, c'était risquer à faire couler le sang. Je demandai où étaient plusieurs de mes collègues : je ne pus rien savoir sur Albert ; mais quelqu'un me dit qu'on avait voulu conduire Barbès à l'hôtel de ville, et qu'il s'en était défendu avec beaucoup d'animation, ce qui fut confirmé par quelques assistants dont le nom m'était inconnu. Tout le monde se précipitant vers les portes, le torrent m'entraîna dehors, et je sortis tellement perdu au sein de la multitude envahissante, que j'ignore encore par quelle issue et par quel chemin j'arrivai à l'esplanade des Invalides.

Ayant appris chez moi que l'Assemblée était rentrée en séance, je me hâtai d'y aller prendre mon poste.

Arrivé au vestibule, je fus reconnu par quelques gardes nationaux. Ils se précipitèrent sur moi, en proie à un accès de rage. « En accusation, disaient-ils, il faut le tuer ; ce sera plus tôt fait, disaient-ils. » Heureusement, d'autres gardes nationaux, j'aime à le constater ici, mirent à me défendre la même ardeur que leurs camarades mettaient à m'attaquer. Le général Duvivier parut en uniforme et fut un des premiers à protéger ma vie. Parmi ceux qui m'entourèrent et parvinrent à me sauver de la fureur la plus aveugle qui fut jamais, je citerai, avec reconnaissance, mes collègues Larochejacquelein, Boulay (de la Meurthe), Wolowski, mon compatriote Conti, représentant de la Corse, le citoyen Moussette, le peintre Gigoux, un lieutenant de la garde nationale nommé Férey, délégué du Luxembourg. On m'a dit, depuis, que, fidèle au souvenir de notre longue amitié, M. François Arago était sorti précipitamment de la Chambre, pour venir à mon secours. Il m'est doux de trouver cette occasion de lui exprimer publiquement, ainsi qu'à mes autres collègues, ma profonde gratitude.

Il est certain, il est probable du moins, que, sans leur intervention, c'eût été fait de moi. On m'arracha des poignées de cheveux ; on mit en pièces mon habit ; des misérables essayèrent de me frapper par derrière à coups de baïonnette ; il y en eut un qui, ne pouvant m'atteindre autrement, saisit ma main droite et me tordit les doigts. Fentai dans l'Assemblée, véritablement couvert de lambeaux. Dans cet état, peut-être aurais-je dû m'attendre, de la part de tous mes collègues, à quelques-uns de ces égards que commande le seul sentiment de l'humanité. Mais tel est le cruel effet de certains malentendus, inséparables des temps de révolution, que je ne trouvai, dans une partie de l'Assemblée, que dispositions hostiles. Ma présence à la tribune, où m'appelaient le plus impérieux des devoirs, celui de témoigner hautement en faveur de mes malheureux amis Albert et Barbès, provoqua les plus violents murmures.

Telle est, racontée avec la plus parfaite, la plus minutieuse exactitude, la conduite que j'ai tenue dans la journée du 15 mai.

#### Service funèbre à Saint-Méry.

La République de 1818 a de glorieux précurseurs qui ont payé de leur sang la foi à son avènement. L'oubli de ces martyrs serait une ingratitude.

Cédant à une généreuse inspiration, le citoyen Rosignol invite ses concitoyens à vouloir bien assister, le 6 juin prochain, à la célébration d'une grande messe en l'honneur des victimes des deux journées de juin.

La messe sera dite à l'église Saint-Méry ; le lieu même qui fut témoin de leur dévouement sublime sera consacré par cette pieuse commémoration d'un sanglant anniversaire.

Leurs compagnons d'armes, ceux qui ont imité leur courage ou qui l'ont admiré se feront sans doute un devoir de se réunir pour rendre hommage à leur mémoire, pour s'affermir dans le culte de leurs principes victorieux et toujours menacés.

Le Gérant, Emile BARRAULT.

PARIS. — Imprimerie de LACOUR, rue St-Hyacinthe-St-Michel, 33.